

BULLETIN

DE LA FÉDÉRATION JURASSIENNE

de l'Association internationale des travailleurs

Paraissant tous les Dimanches.

Abonnements pour l'année 1874 :

En Suisse :

Un an, 8 fr., six mois, 4 fr.

Les abonnements pris auprès des bureaux de poste paient une surtaxe de 20 cent.

L'émancipation des travailleurs

doit être l'œuvre

des travailleurs eux-mêmes.

Abonnements pour l'année 1874 :

Allemagne, fr. 10»60. — Amérique, fr. 16. — Angleterre, fr. 13»20. — Belgique, fr. 10»60. — Espagne, 13»20. — Hollande, fr. 12»20. — Italie, fr. 9»60.

On s'abonne auprès de M. François Floquet, Grande Rue, 143, au Locle (canton de Neuchâtel, Suisse.)

LOCLE, LE 12 AVRIL 1874.

L'arbitrage entre patrons et ouvriers.

Les partis politiques, dans la Suisse française, commencent à s'émouvoir de l'insistance avec laquelle les sociétés ouvrières organisées revendiquent une transformation des rapports entre le capital et le travail ; et ils ont pensé que le moment était venu d'avoir l'air de céder aux justes réclamations des ouvriers, et de leur faire de bonne grâce une concession apparente et insignifiante, pour s'éviter d'avoir bientôt à faire, de force, des concessions réelles et sérieuses.

Aussi entendons-nous dire à droite et à gauche, depuis quelque temps : « Après tout les ouvriers ont raison ; il est certain que les choses ne vont pas comme elles devraient aller ; que dans les conflits qui éclatent, les torts sont souvent du côté des patrons, et que les demandes des ouvriers sont quelquefois légitimes ; en un mot qu'il y a quelque chose à faire. Eh bien, nous allons faire quelque chose, et on verra que nous aussi, nous étudions les problèmes sociaux et que nous avons à cœur le bien-être des classes laborieuses. »

Ce *quelque chose*, la bourgeoisie de nos cantons suisses nous l'offre maintenant sous la forme de *conseils de prudhommes* ou de *conseils d'arbitres*.

Voilà le grand remède imaginé par nos hommes d'Etat pour soulager les misères de l'ouvrier, pour prévenir le retour des crises industrielles, pour rendre les grèves inutiles, pour garantir le travailleur contre la rapacité du patron, pour transformer enfin nos villes ouvrières en autant d'Eldorados où règneront la paix, l'égalité et la fraternité.

L'idée a été lancée dans le public ; elle fait son chemin ; c'est à qui la prônera parmi les politiciens bourgeois ; et nous voyons, hélas ! un cer-

tain nombre d'ouvriers prendre la chose au sérieux et demander à grands cris l'institution des conseils d'arbitres comme la panacée qui guérira tous leurs maux.

Nous comprendrions cet enthousiasme, de la part de ces ouvriers trop crédules, si les conseils de prudhommes étaient une chose nouvelle, qui n'eût pas été expérimentée encore, et sur laquelle, par conséquent, on pourrait se faire des illusions. Mais les conseils de prudhommes ne sont pas une nouveauté : ils fonctionnent depuis longtemps en France, en Belgique, en Allemagne, en Angleterre ; on peut, dans ces divers pays, les voir tous les jours à l'œuvre, et se rendre compte des résultats qu'ils donnent et de leur valeur comme institution destinée à rétablir la paix entre les classes.

Les conseils de prudhommes empêchent-ils qu'en France les grèves ne succèdent aux grèves ? voit-on que les prétentions du capital en soient devenues plus modestes ? et toutes les fois que les ouvriers ont voulu obtenir un progrès, un avantage quelconque, n'ont-ils pas dû le conquérir au prix d'une lutte acharnée ? — En est-il autrement en Belgique, en Allemagne ? les grèves n'y sont-elles pas journalières, et tous les beaux discours de MM. Schulze-Delitzsch et Max Hirsch sur l'harmonie entre le capital et le travail ne sont-ils pas devenus, après les dures leçons de ces dernières années, un sujet de risée pour tous les ouvriers intelligents ?

La Belgique est un des pays d'Europe où la question sociale est le plus mûre, où l'opposition d'intérêts entre le capital et le travail est le plus tranchée, où les ouvriers ont le mieux pris conscience de leurs droits et de la marche à suivre pour les obtenir. Par conséquent, leur expérience vaut la peine d'être consultée ; et si les conseils de prudhommes offrent réellement des avantages

ouvriers continuent, à leur grand détriment, à se laisser embrigader par l'un ou l'autre des partis bourgeois qui les exploitent.

Que nous offre le programme radical en fait de mesures destinées à résoudre le problème social ?

Des réformes législatives tout d'abord : on fera disparaître les entraves que la loi pourrait apporter au développement des associations coopératives.

Des réformes judiciaires, dont la plus importante, ainsi que le programme le dit dans un autre endroit, sera le remplacement de la procédure écrite par la procédure orale en matière civile.

Enfin le développement de l'instruction publique et des réformes dans l'impôt.

Tout cela est fort beau sans doute ; mais nous ne voyons pas comment cela peut aboutir à réaliser le but élevé de la démocratie, que le programme radical définit ainsi : *le bien-être de tous dans la liberté*, et que nous traduisons, nous, par cette formule qui a, sur la précédente, l'avantage d'être claire et précise : *mettre le travailleur en possession de ses instruments de travail*.

En effet, réformez les lois tant que vous voudrez, donnez-nous sur le papier toutes les libertés possibles : à quoi cela nous sert-il, tant que le capital reste aux mains de la bourgeoisie, tant que nous sommes obligés de vendre notre travail au détenteur de l'instrument de travail ?

Bâissez de beaux collèges, décrétez la gratuité de l'instruction secondaire : ce n'est pas nous qui en profiterons, ce sont les fils de la bourgeoisie : car nous n'avons pas le moyen de donner à notre instruction le temps qu'elle demanderait. Créez même ce que vous appelez des écoles professionnelles : il n'y aura jamais qu'un petit nombre d'élus à qui leur position permettra d'en suivre les cours ; la masse restera en dehors.

Faites des réformes dans l'impôt : quel que soit le système que vous adoptiez pour remplir les coffres de l'Etat, ce sera toujours le travailleur qui paiera, et qui paiera non seulement son impôt à lui, mais l'impôt de ses exploités.

Vous le voyez, radicaux, les prétendues solutions que vous nous offrez de la question sociale sont, en réalité, de la plus radicale impuissance.

Ce n'est pas par le développement de la législation qu'on peut arriver au *bien-être de tous dans la liberté*.

Il est vrai que vous nous indiquez un second moyen : ce sont *les créations que l'initiative privée peut accomplir plus avantageusement que l'Etat* ; — et parmi ces créations, vous en désignez une seule : « des institutions de crédit démocratiquement organisées. »

Nous ne discuterons pas, pour aujourd'hui, la valeur des institutions de crédit comme instrument d'émancipation sociale, — nous les croyons d'ailleurs aussi complètement impuissantes que les autres moyens énumérés par votre programme ; nous nous bornerons à faire observer que, de votre aveu même, des institutions de ce genre ne regardent pas l'Etat, et par conséquent ne peuvent pas être l'œuvre d'un parti politique ; donc il faut les rayer purement et simplement du nombre des promesses que vous êtes en droit de nous faire comme parti : elles ne figurent dans votre programme que pour en dissimuler le vide et la stérilité.

Ainsi, rien, rien, rien : tel est le résumé des transformations sociales que le parti radical se déclare disposé à accomplir.

C'est qu'en effet, nul parti politique, fût-il animé des meilleures intentions, n'est capable de résoudre la question sociale.

Les travailleurs seuls, lorsqu'ils se seront fortement et internationalement organisés, pourront en venir à bout, en forçant la bourgeoisie à capituler et à restituer au prolétariat les instruments de travail qu'elle détient et dont elle se sert pour l'exploiter.

Le programme radical ajoute, dans un autre passage :

« Le parti radical combattra énergiquement ces déclamateurs sans conviction aucune qui, un masque sur le visage, se posent, dans des vues intéressées, en défenseurs des besoins et des désirs des classes ouvrières. »

Ceci est à l'adresse des anciens royalistes et des coullerystes qui publient la *Jeune République*. Nous avons déjà dit, dans notre dernier numéro, ce que nous pensons de ces gens-là. Nous aussi, nous poursuivrons les déclamateurs, les charlatans, les faux-amis du peuple : nous les poursuivrons sans distinction de partis, qu'ils écrivent dans les colonnes de la *Jeune République*, du *Patriote*, de l'*Union libérale*, du *Journal de Genève*, ou dans celles du *National Suisse* et du *Progrès de Delémont*.

Espagne.

Voici quelques passages du Manifeste que la Commission fédérale espagnole de l'Internationale adresse à tous les ouvriers d'Espagne. Ce Manifeste est tiré à 17,000 exemplaires :

« Compagnons,

« Les circonstances que traverse notre pays, inexplicables pour beaucoup d'entre vous, et qui semblent vous avoir mis dans un état d'angoisse sans issue, nous engageant à essayer une fois de plus si nous pourrions vous communiquer la profonde conviction que nous avons acquise : savoir que précisément aujourd'hui, au moment où vous croyez que la liberté est morte (comment aurait-elle pu mourir n'ayant jamais vécu ?), nous assistons au commencement et au développement de la véritable révolution, de la seule qui puisse réaliser cette liberté et cette égalité pour lesquelles vous soupirez toujours, et pour la conquête desquelles vous n'avez cessé de lutter, bien que malheureusement vous n'ayez jamais réussi qu'à produire un simple changement dans la forme de la tyrannie qui nous opprime tous.

» Toutes les tromperies, toutes les trahisons dont vous avez été les victimes ; toutes les déceptions et les malheurs dont vous avez fait la dure expérience ; enfin, tous les événements que vous déplorez à cette heure, vous auriez pu les prévenir et les éviter, si au lieu d'employer vos efforts à changer *les formes* de l'autorité, vous eussiez tendu à la destruction complète du **principe d'autorité** dans toutes ses manifestations, et à son remplacement par le principe de la liberté.

» Vous avez préféré agir de cette façon ; et en le faisant vous avez, à votre insu, conspiré contre vos intérêts ; vous avez affermi le pouvoir de la réaction, que vous vous imaginiez avoir vaincu dans chacune des victoires que vous avez remportées au nom de la révolution.

» Aussi croyons-nous de notre devoir de nous adresser à vous pour vous détromper ; et nous ne cesserons de le faire jusqu'à ce que, soit par nos raisonnements, soit par la force démonstrative des événements eux-mêmes, vous arriviez à comprendre que si vous voulez voir le succès couronner enfin vos nobles efforts pour la cause de la justice, il y a nécessité, nécessité impérieuse et inéluctable, que vous preniez entre vos mains et sous votre propre direction la gestion directe de vos affaires et de vos intérêts, que jusqu'ici, nous l'avons constaté avec douleur, vous avez préféré remettre à vos faux amis, à vos ennemis naturels et nécessaires, c'est-à-dire à des hommes qui, n'ayant pas les mêmes intérêts que vous et appartenant à la classe ennemie de notre émancipation, ne pouvaient faire que vous exploiter et vous tromper.

» Vous ne vous êtes pas encore aperçus — et nous ne l'apercevions pas nous-mêmes autrefois — que la cause de tous ces événements qu'on qualifie d'extraordinaires et d'imprévus, ainsi que la cause de la misère, de l'ignorance et de la tyrannie dont nous souffrons, n'est autre que l'ordre *économique* actuel : c'est-à-dire la domination capitaliste, l'accaparement de tous les instruments de travail par la classe moyenne, qui nous abrutit systématiquement pour continuer à vivre aux

dépens de notre travail. Vous avez persisté à croire — et là a été la source du mal — que votre malaise était produit seulement par le régime *politique*, et vous n'avez cessé de consacrer tous vos efforts à remplacer un gouvernement par un autre, réalisant ces changements inutiles au prix des plus grandes souffrances, et versant pour un but si dérisoire plus de sang qu'il n'en eût coûté pour détruire une fois pour toutes dans sa racine la cause de tous vos maux.

» Nous ne vous rendons pas responsables de votre erreur ; nous ne pourrions pas le faire en conscience, car nous savons que la bourgeoisie, pour vous maintenir dans cette erreur, a travaillé sans relâche à vous tromper par l'intermédiaire des moralistes, des écrivains et de tous les publicistes qu'elle entretient à sa solde dans le but de corrompre votre raison.

» Nous savons aussi que vous avez subi l'influence de quelques individus méprisables (bien que vous ne les méprisiez pas encore tous) qui, voyant que par la politique ils pourraient obtenir ce que ne leur aurait pas donné un travail utile et honnête, vous ont poussés tantôt aux armes, tantôt aux urnes, selon les convenances de leurs ambitions et de leurs convoitises.

» Mais si nous savons tout cela, et si, le sachant, nous ne nous sentons pas le droit de vous rendre responsables de votre erreur, nous ne devons pas moins nous rendre à nous-mêmes ce témoignage, que nous, internationaux, nous n'avons pas cessé un instant d'appeler votre attention sur la tromperie dont vous étiez les victimes. Par tous les moyens, dans toutes les circonstances et sur tous les tons, nous vous avons répété sans relâche que vous agissiez contre vos propres intérêts, et sans relâche nous avons ajouté que *l'émancipation des travailleurs ne peut être l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes*.

» Si nous ne sommes pas tombés dans la même erreur que vous ; si nous avons pu prévoir et prophétiser ce qui arrive aujourd'hui ; s'il nous a été possible de prédire, avant que leurs actes réactionnaires l'eussent confirmé, de quoi seraient capables les hommes qui passaient pour les plus éminents et qui feignaient l'amour le plus désintéressé pour la cause du peuple, nous ne devons pas cela à des connaissances supérieures aux vôtres, ni à la faculté de deviner l'avenir ; nous sommes, comme vous à qui nous nous adressons, des travailleurs exploités, et nous ne possédons aucune faculté spéciale qui vous manque à vous-mêmes. Ce résultat est dû à l'excellence d'un principe de jugement qui, nous élevant à un point de vue supérieur à celui que vous avez préféré adopter jusqu'à cette heure, nous a permis de voir clairement ce que vous ne pouviez pas même soupçonner. Ce principe de jugement, ce critère, le voici : c'est qu'il n'existe, à raisonner sérieusement, que deux seuls partis, celui de la réaction et celui de la révolution ; et que la conduite d'un homme quel qu'il soit n'est dirigée que par un seul mobile, savoir la position sociale qu'il occupe. »

Le Manifeste rappelle ensuite qu'il y a cinq ans déjà, en 1869, les internationaux d'Espagne avaient prédit aux ouvriers de ce pays les trahisons dont tous les politiques populaires se sont rendus coupables, depuis l'individualiste Orense et le pompeux avocat Castelar

jusqu'au socialiste Pi y Margall et à l'intransigent Barcia.

Vient ensuite un exposé du programme de l'Internationale, en quelques phrases claires et simples, disant tout sans ambages ni réticences ; et le Manifeste se termine ainsi :

« Compagnons travailleurs,

» Que notre aspiration commune soit la liquidation sociale.

» Que notre constante préoccupation soit la séparation absolue des exploités et des exploités.

» Qu'il n'y ait plus parmi nous ni républicains bénévoles, ni républicains intransigents, plus d'unitaires, de démocrates ou de monarchistes.

» Pour nous, il ne doit exister que deux partis : celui de la révolution et celui de la réaction.

» L'un composé des esclaves qui travaillent et produisent, sans jouir du fruit de leur rude labeur ; l'autre composé des maîtres qui nous volent la meilleure partie de ce que nous produisons ; le parti des travailleurs producteurs, et celui des parasites ; le parti de ceux qui travaillent et ne mangent pas, et le parti de ceux qui mangent et ne travaillent pas.

» Si on vous fait appel pour des élections, tournez-leur le dos et venez à l'Association.

» Si on essaie de vous embrigader, sous prétexte de conspirations politiques, pour vous faire servir d'instruments dociles aux ambitions bourgeoises, tournez-leur le dos, et venez à l'Association ; et si vous voulez réellement la révolution, elle ne tardera pas à éclater avec la force irrésistible d'un salutaire cataclysme.

» Faire le vide autour d'elles est le plus sûr moyen d'affaiblir les institutions bourgeoises ; elles s'affaibliront de tout ce que gagnera notre puissance révolutionnaire par le développement de notre propagande et de notre organisation.

» Et alors, une seule secousse, secondée par le concours de nos frères les travailleurs des autres pays, suffira pour détruire une fois pour toutes l'exploitation de l'homme par l'homme et pour fonder la liberté et l'égalité qui doivent réaliser la justice.

» Compagnons : Vive l'Association internationale des travailleurs ! »

Fédération jurassienne.

La *Jeune République*, de la Chaux-de-Fonds, nous décoche dans son numéro d'hier un long article destiné à prouver deux choses : d'abord, que nous défendons un parti bourgeois contre un autre parti bourgeois, c'est-à-dire que nous nous allions aux radicaux contre les conservateurs ; et en second lieu, que les informations du *Bulletin* relatives à la Chaux-de-Fonds ne méritent aucune confiance.

Sur le premier point, la *Jeune République* s'est chargée elle-même de s'administrer la réfutation la plus complète : en effet, elle reproduit plus loin, à l'adresse du *National Suisse*, des extraits de quatre numéros du *Bulletin*, extraits où les bourgeois radicaux sont traités comme ils le méritent et où leur charlatanisme politique est démasqué sans ménagement. En outre, sept jours avant l'apparition de la *Jeune République* d'hier, le *Bulletin* publiait une critique du programme radical et établissait nettement le point de

vue auquel l'Internationale se place dans les luttes électorales en Suisse.

Après cela, il faut une forte dose d'hypocrisie pour oser prétendre que le *Bulletin* défend les radicaux. Pour être juste, on doit dire au contraire que, neuf fois sur dix, quand nous attaquons un parti bourgeois, c'est au parti radical que l'attaque s'adresse : et la chose s'explique sans peine, car le parti radical étant celui qui affiche les idées les plus avancées, est aussi celui qui peut le plus facilement tromper les ouvriers en se faisant accepter par eux.

Quant au second point, il est possible que nos correspondants de la Chaux-de-Fonds nous aient envoyé une fois une nouvelle prématurée, et une autre fois une nouvelle inexacte ; la *Jeune République* en conclut que tout ce que nous avons dit et dirons à l'avenir au sujet de la Chaux-de-Fonds est faux. C'est un piètre logicien que le rédacteur de la *Jeune République*.

La *Jeune République* fait l'éloge de la *Montagne*, de triste mémoire : de cette *Montagne* qui fut désavouée par le grand meeting du Crêt-du-Loche en 1869, et dont la conduite fut flétrie par tous les journaux socialistes suisses ; de cette *Montagne* qui s'était faite effrontément l'organe de la réaction bourgeoise et de la propagande mômère. Allons, tant mieux : nous savons maintenant que les messieurs qui rédigent la *Jeune République* sont une contrefaçon protestante des messieurs qui érigent à Paris des autels à *Jésus-Ouvrier*. Que M. Louis Jeanrenaud nous démente s'il Pose.

Du reste, nous aurons prochainement une occasion de nous rencontrer face à face : venez, messieurs les ouvriers du Cercle Montagnard, à la grande assemblée populaire que l'Internationale tiendra à la Chaux-de-Fonds le dimanche 26 avril ; venez y défendre vos théories : vous trouverez à qui parler.

Une récente circulaire du Comité fédéral jurassien vient de communiquer aux sections les dispositions prises pour le congrès jurassien du 26 avril.

Le congrès aura lieu à la Chaux-de-Fonds, salle du Casino, et s'ouvrira le dimanche 26 avril, à 8 heures du matin. Il durera probablement deux jours.

Le dimanche après midi, il y aura une grande assemblée populaire, dans laquelle sera discutée cette question : *Des grèves et de leurs causes*.

Les délégués sont invités à arriver autant que possible à la Chaux-de-Fonds dès le samedi soir : il y aura ce soir-là réunion familière au local de la section de cette ville, et si les délégués s'y rencontrent assez nombreux, cette réunion pourra servir de séance préparatoire au congrès.

Zurich. — La *Tagwacht* nous apprend que pour le congrès du *Schweizerischer Arbeiterbund* qui doit avoir lieu à Zurich le dimanche de Pentecôte, le gouvernement zuricois a accordé la salle du grand conseil.

C'est là un acte de libéralisme qui ne viendrait jamais à l'idée des gouvernements de nos cantons français. Cependant, comme le gouvernement zuricois a agi évidemment dans des vues intéressées, nos amis les ouvriers de la Suisse allemande feront bien de ne pas trop s'enthousiasmer à la nouvelle de cette générosité inattendue et de se rappeler le vieux proverbe :

Timeo Danaos, et dona ferentes.

(Traduction libre : Méfions-nous des gouvernements, même lorsqu'ils nous font des mamours.)

Des circonstances indépendantes de notre volonté ont retardé de deux jours l'impression de ce numéro.